



**MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA COORDINATION  
DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT**

*Le Ministre d'Etat*

**DISCOURS D'OUVERTURE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE MINISTRE  
D'ETAT, MINISTRE DU PLAN ET DE LA COORDINATION DE L'AIDE AU  
DÉVELOPPEMENT, PRESIDENT DU COMITÉ EXECUTIF DE L'ITIE-RDC**

**Excellence Monsieur le V**

Monsieur le Ministre des Mines, Vice-président du Comité Exécutif de l'ITIE-RDC,  
Monsieur le Représentant de la Primature,  
Monsieur le Représentant de l'Union Européenne,  
Mesdames et Messieurs les Membres du Comité Exécutif de l'ITIE-RDC,  
Messieurs les Secrétaires Généraux de l'Administration Publique,  
Monsieur le Coordonnateur National de l'ITIE-RDC,  
Messieurs les Directeurs Généraux des structures étatiques,  
Monsieur le Directeur Pays de la GIZ,  
Mesdames et Messieurs les Partenaires au Développement,  
Distingués invités, en vos titres et qualités respectifs,  
Mesdames et Messieurs,

Je suis honoré de procéder ce jour, à l'ouverture solennelle de ce Forum de Haut niveau sur l'affinement et le renforcement du modèle de cadrage macroéconomique, à travers la prise en compte des prévisions des recettes budgétaires issues du secteur extractif.

Et, au moment où je prends cette parole, j'ai à l'esprit l'engagement du Gouvernement sous l'impulsion du Président de la République, Son Excellence Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, de tout mettre en œuvre pour reconquérir la souveraineté économique de notre pays et d'assurer une redistribution équitable des richesses au moyen des politiques publiques inclusives.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Comme vous le savez, nos richesses sont en grande partie constituées des ressources du secteur extractif. Ce dernier comprend essentiellement les ressources minières, pétrolières et gazières. Ces ressources sont au cœur de notre processus de développement et occupent une place de choix dans la vitrine de nos investissements directs étrangers et de nos exportations.

Cependant, s'il est vrai qu'à ce jour, notre pays est réputé de ne pas pouvoir transformer pleinement tout son potentiel en richesses réelles, l'engagement du Gouvernement de la République, à travers le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement que j'ai la responsabilité de diriger, est de mobiliser et de doter l'Etat des outils nécessaires et adéquats à la mesure de son engagement précédent.

En effet, face aux défis contemporains du secteur extractif et dont les germes semblent, sans doute, assurer leur permanence pour l'avenir, notamment, la volatilité des prix internationaux, la question de la transition énergétique et les guerres de positionnement qu'elle entraîne entre nations, la non-maitrise des cycles d'exploitation, les enjeux de gouvernance, de transparence et de prévisibilité et j'en passe, les Gouvernements du monde s'emploient à leur réservrer des réponses adéquates.

En ce qui concerne le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, notre prise de conscience a commencé par un acte d'humilité. Ce dernier consiste à reconnaître les limites des outils d'analyse utilisés dans notre économie, lesquels sont jugés peu fiables et approximatifs.

Et pourtant, comme le dit un adage souvent attribué à Tim Berners Lee, je cite : « Bad data is worse than no data » qui signifie « Les mauvaises données sont pires que l'absence des données. » Fin de citation.

Dès lors, la démarche du Gouvernement, à travers ce forum, est d'arriver à mettre en place un système d'information qui garantit la fiabilité des prévisions notamment celles liées au secteur extractif.

En agissant ainsi, nous pourrons en tirer plusieurs dividendes :

- Nos projections budgétaires seront épargnées du choc d'instabilité auquel elles ont assez souvent été exposées ;
- Notre capacité d'anticipation serait renforcée et le financement de nos investissements publics pourraient occuper une place de choix.
- Nous pourrons ainsi planifier utilement et sécuriser nos revenus.

C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire la cosignature en date du 29 septembre de cette année d'un Arrêté interministériel respectivement avec les Vice-Premiers Ministres, Ministre du Budget et celui de l'Economie Nationale, la Ministre d'Etat, Ministre des Hydrocarbures, les Ministres des Finances ainsi que celui des Mines, modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 09 août 2006 portant création du Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM).

En effet, l'Arrêté susmentionné a l'avantage d'introduire dorénavant la modélisation financière des projets extractifs parmi les prérogatives du CPCM, en dotant celui-ci d'un « Noyau Prévision des Recettes Extractives » (NPRE), qui travaille aux côtés d'un « Noyau Prévision et Simulation Macroéconomiques » (NPSM).

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Comme vous le constatez, ce nouveau cadre réglementaire constitue une avancée majeure dans les réformes des finances publiques du Gouvernement, et ce, en parfaite cohérence avec le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2024-2028), le Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2024-2028) et bien d'autres programmes sectoriels.

Quant à l'ITIE, elle est également en pleine restructuration. En effet, au regard des évolutions enregistrées dans la mise en œuvre de la Norme l'ITIE, le Décret n°09/28 du 16 juillet 2009 est devenu obsolète car s'inscrivant en marge de la Norme en vigueur. D'où la nécessité de restructurer cette institution en prenant en compte les innovations apportées par les différentes générations de la Norme ITIE et les pratiques observées.

Ainsi donc, l'objectif que le Gouvernement poursuit est sans équivoque. Il s'agit d'institutionnaliser la modélisation financière afin d'améliorer la qualité du cadrage macroéconomique et d'assurer une meilleure visibilité des prévisions budgétaires.

Voilà pourquoi ce forum de haut niveau tombe à point nommé. Car, il offre non seulement un cadre propice pour la vulgarisation de ce nouveau cadre réglementaire, mais permet aussi de :

- Présenter l'expérience de l'ITIE-RDC en matière de modélisation financière, notamment l'expérience pilote de modélisation des recettes de quatre (4) projets miniers majeurs ;
- Échanger sur les résultats, les difficultés et les enseignements tirés de cette modélisation pour garantir un cadrage macroéconomique crédible et arrimé à nos ressources naturelles ;
- Pérenniser le cadre de collaboration interinstitutionnel pour les prévisions des recettes du secteur minier industriel ;
- Formuler des recommandations concrètes pour le renforcement des capacités du CPCM en matière des prévisions des recettes du secteur minier industriel ;
- Faciliter l'extension de cette expérience à la modélisation de 11 projets miniers supplémentaires.

En d'autres termes, l'ambition du Gouvernement est de faire de la qualité des données primaires le socle de la fiabilité des prévisions budgétaires. Le Gouvernement tient à avoir une nette et claire lisibilité des coûts de production, des volumes extraits, des volumes exportés, de la fiscalité spécifique, des clauses contractuelles, des prix internationaux, ainsi que des profils d'investissement.

Pour y arriver, nous devons relever le défi de la modernisation de nos chaînes de collecte des données, harmoniser les formats de reporting, et assurer une transmission régulière et standardisée des données entre les entreprises extractives et l'État.

Un autre défi, c'est aussi de renforcer la discipline budgétaire, la transparence et la prévisibilité de la dépense publique. Pour ce faire, le Ministère du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement y travaille sans relâche, en comptant sur la solidarité du Gouvernement et l'implication de Son Excellence Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Je ne saurais clore mon propos sans remercier la GIZ, partenaire engagé, qui accompagne cette activité à travers le Projet Développement économique Intégré du Secteur Minier (DISM II) relatif à la Mobilisation des recettes issues du secteur minier industriel, ainsi que le Comité de Pilotage et d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques (COREF), pour son appui constant.

Aux experts nationaux et internationaux ici présents, je voudrais que vous notiez que votre expertise et votre expérience sont vivement attendues. Je ne doute pas que par vos contributions au débat, vous nous aiderez à capter les pratiques et standards internationaux en cette matière, à nous proposer des solutions innovantes en matière de modélisation économique et de gouvernance des recettes extractives.

Je vous rassure de l'engagement du Gouvernement à endosser autant que possible les recommandations qui seront issues de ce forum et à les transformer en actions concrètes dans l'intérêt de notre peuple.

**Tous engagés, tous mobilisés :  
Pour planifier,  
Pour moderniser,  
Et pour transformer des vies.**

Sur ce, je déclare ouvert, le Forum de Haut niveau sur l'affinement et le renforcement du modèle de cadrage macroéconomique.

**Que vive la République Démocratique du Congo.**

**Je vous remercie.**